

A Lesbos, le cauchemar des réfugiés de Moria

Conçu pour accueillir 2 300 personnes, le camp situé sur l'île grecque en abrite plus de 6 700



Sur un mur, un graffiti " Bienvenue en prison " donne le ton. Au milieu des champs d'oliviers de Lesbos, le camp de Moria est entouré de barbelés, surveillé par la police, interdit théoriquement aux journalistes. Le site est l'un des cinq " hotspots " de Grèce, où les réfugiés sont entassés le temps que leurs demandes d'asile soient étudiées.

Conçu pour accueillir 2 300 personnes, il abrite désormais plus de 6 700 réfugiés, d'après les chiffres du ministère grec de l'immigration. Alors que l'accord UE-Turquie du 20 mars 2016 avait pratiquement mis fin aux traversées, depuis le mois d'août les arrivées sont à nouveau régulières : 15 800 personnes ont accosté sur les côtes de l'île grecque en quatre mois, surtout des familles, originaires de Syrie, d'Irak ou d'Afghanistan d'après le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Certes, en août 2015, 3 000 réfugiés pouvaient débarquer à Lesbos en une journée, mais la route vers Athènes était alors libre, et les réfugiés ne restaient que quelques jours sur l'île.

" Comme des animaux "

Dans le camp, à l'approche de l'hiver, aucun chauffage n'a été installé. Les tentes sont régulièrement inondées. L'eau courante n'est à disposition que deux ou trois heures par jour. Les ordures s'entassent et les toilettes sont dans un état affligeant. Plusieurs ONG n'opèrent plus dans l'enceinte et le gouvernement gère directement tous les services. *"Les médecins sont peu disponibles, et d'habitude, ils ne te donnent même pas un antidouleur"*, soupire Anin, une jeune Syrienne de Deir ez-Zor qui souffre des dents.

" Ce camp à la porte de l'Europe est bien pire que ceux que j'ai pu visiter en Turquie, au Liban, en Jordanie ! ", lance un humanitaire en mission. *" Nous sommes traités comme des animaux "*, lâche Mustafa, un Palestinien de Yarmouk, en Syrie. Arrivé il y a seize mois, le trentenaire attend toujours une réponse définitive à sa demande d'asile, et a l'obligation de rester sur l'île tant que la procédure n'est pas close. Après un premier avis défavorable, Mustafa a fait appel, et espère obtenir le statut de réfugié et pouvoir rester en Grèce.

D'après le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), qui assiste les services grecs débordés, les décisions sont prises au bout de deux mois. Mais la plupart des réfugiés ayant été déboutés font appel, et les comités d'appel grecs, en sous-effectifs, mettent des mois à rendre un jugement final. Depuis mars 2016, 1 393 personnes ont été renvoyées en Turquie. Pour l'instant, aucun réfugié syrien n'a été forcé au retour. Les juristes grecs sont en effet embarrassés, car contrairement à ce que stipule l'accord UE-Turquie, cette dernière n'est pas un pays tiers sûr pour beaucoup de réfugiés : des renvois de Syriens, mais aussi de titulaires d'autres nationalités ont été effectués, et l'octroi de l'asile en Turquie ne s'accompagne pas de droits fondamentaux comme l'accès à l'éducation.

" La seule solution pour sortir de cette impasse est de payer un passeur et de prendre un ferry avec des faux papiers jusqu'à Athènes. Mais cela coûte 1 500 euros ! ", note Mustafa, dont le visage est marqué d'une balafre. Il se retrouve souvent au milieu de bagarres avec des Maghrébins, qui, ayant très peu de chances d'obtenir le statut de réfugiés en Grèce, seront probablement expulsés.

Sa voisine de tente, Anin, mère d'une petite fille de 1 mois, n'est pas rassurée. La jeune Syrienne de Deir ez-Zor n'ose pas donner un bain à son enfant, faute d'eau chaude. Elle ne sort guère de sa tente. *" Le soir, les jeunes boivent, se droguent. Je ne veux pas être agressée avec mon bébé. Si je dois me déplacer pour aller aux toilettes, je reste collée à mon mari "*, raconte-t-elle. A 23 ans, Anin dit être *" sortie de l'enfer en Syrie pour en retrouver un autre, différent, mais tout aussi éprouvant "*.

Troubles psychotiques

L'attente, la peur d'être expulsés en Turquie, l'insalubrité, l'insécurité conduisent de nombreux réfugiés à la dépression. Chaque -semaine, près de dix patients auscultés dans la clinique de l'ONG Médecins sans frontières souffrent de syndromes post-traumatiques graves, présentent des troubles psychotiques, ou ont fait des tentatives de suicide. *" Je deviens fou ici "*, s'exaspère Mevan Kuzi, à Lesbos depuis quinze mois. Ce jeune Kurde d'Irak a des scarifications sur les bras. *" Mon rêve était d'aller en Suède, mais je n'y pense même plus. Aller à Athènes serait déjà une victoire ! "* A ses côtés, Mohamed, torturé par l'organisation Etat islamique à Mossoul, en Irak, a encore les marques de coups de fouet dans son dos. *" Il y a quelques jours, un homme a tenté de se pendre au-dessus du centre de détention. Il a été sauvé de justesse "*, raconte-t-il, vidéo à l'appui.

Toutes les ONG et le HCR en viennent au même constat : il faut transférer au plus vite les réfugiés vers le continent, les personnes les plus vulnérables en priorité. Entre juin et octobre, le HCR a ainsi déplacé plus de 15 000 personnes sur le continent grec, majoritairement des familles, et souhaiterait accélérer le mouvement.

Des discussions sont en cours entre les gouvernements grec et turc pour que les déboutés du droit d'asile soient concernés par ces transferts. Mais des officiels européens se sont déjà opposés à une telle initiative, qui pourrait, selon eux, donner l'illusion que la voie vers l'Europe est de nouveau ouverte. *" Le but des Européens est clair : il faut que les îles grecques soient un repoussoir pour les réfugiés "*, commente Eva Cossé, chercheuse sur la Grèce à Human Rights Watch.

A Moria, sous une pluie glaçante, la famille Alhamud se réjouit : au bout de quinze jours, elle a réussi à obtenir le précieux sésame pour Athènes. Avec sept enfants, dont un gravement malade qui a besoin d'une poche de sang toutes les deux semaines, la famille a été jugée *" très vulnérable "* par les experts du service d'asile.

En attendant, le ministère de l'immigration grec a décidé d'agrandir le hotspot. De nouveaux conteneurs sont installés, contre l'avis du maire, Spiros -Galinos, qui ne veut pas que *" l'île de la solidarité devienne une prison à ciel ouvert où des vies seront perdues "*. Dans quelques jours, d'autres familles arriveront à Lesbos et des enfants joueront dans la boue, au milieu des détritus

de Moria.

Marina Rafenberg

© Le Monde

◀ **article précédent**

Erdogan se pose en défenseur des...

▶ **article suivant**

"Nord" élu idéogramme...